

Questions orales

Monsieur le Président, Rita est toujours détenue par le gouvernement irakien, qui refuse de lui délivrer un visa de sortie. Le paragraphe 13(1) de la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée par les Nations Unies, dont l'Irak est membre, dit: «Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de retourner dans son pays».

Or, la loi irakienne ne reconnaît ni la citoyenneté de Rita ni le caractère légal de son adoption. Le gouvernement irakien soutient donc qu'il ne peut pas l'autoriser à retourner chez elle.

Je prie instamment le secrétaire d'État de rappeler encore une fois au gouvernement irakien la gravité de cette situation et de l'implorer d'autoriser Rita à rentrer chez elle et à continuer de vivre comme une Canadienne.

En tant que parent adoptif, je demande au gouvernement de l'Irak de respecter les lois canadiennes en matière d'adoption.

M. le Président: Je demande aux députés la permission de faire une brève déclaration.

Je tiens à informer la Chambre que j'ai reçu plusieurs dépêches de tous les partis concernant les témoignages qui ont été faits au Comité permanent de la justice et du solliciteur général au sujet des enquêtes policières en cours sur certains députés. J'ai accordé toute l'attention voulue ce matin à cette question qui a été le principal sujet de discussion de la réunion du Bureau de régie interne de ce midi.

Je peux assurer à tous les députés que la présidence examinera avec le plus grand soin les déclarations des témoins; dans la mesure où les pouvoirs du Bureau de régie interne ainsi que les droits et privilèges des députés à la Chambre sont en cause.

Comme cette question revêt une grande importance, je ferai part de mes observations à la Chambre dans les plus brefs délais. Bien entendu, je ferai appel à tous les conseillers qui pourront m'éclairer dans cette affaire.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LES PÊCHES

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au premier ministre. Le gouvernement conservateur a permis aux pêcheurs espagnols et portugais de piller nos

pêcheries. Puis il a cédé aux Français le peu de poissons qui restait. Il a accepté que les Européens fixent des limites de prises défiant le bon sens. Ensuite, il s'est incliné devant les Américains au sujet de règles de transformation de notre saumon et de notre hareng. Il a étendu son incurie à la gestion de nos stocks de morue, de hareng, de goberge et de flet, ainsi qu'à la gestion de notre industrie du crabe des neiges qui est maintenant sur le point de s'effondrer.

Et, pour couronner tout cela, le bon ami du premier ministre, le président américain vient de signer la loi qui interdit l'exportation aux États-Unis de millions de dollars de homard canadien. Quel magnifique accord commercial le premier ministre a signé avec les États-Unis! Il vient de réaliser des miracles pour nos pêcheurs de la côte atlantique, n'est-ce pas, monsieur le Président?

Qu'est-ce que le premier ministre a l'intention de faire pour le Canada atlantique après le désastre dont il est la cause? Ne nous avait-il pas promis, entre autres, que le président des États-Unis ne signerait pas cette loi?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, d'une part, le chef de l'opposition soulève le grave problème des pêcheries de l'Atlantique, que nous connaissons depuis un certain temps. De l'autre, il enlève beaucoup de valeur à son argument en cherchant à exploiter, dans un but partisan, une question d'une très grande importance nationale.

• (1420)

Je voudrais mentionner, pour la gouverne de mon honorable ami, une analyse du professeur Anthony Davis, parue dans le *Globe and Mail* de ce matin. M. Davis est un spécialiste de la recherche sur les pêches de l'Université St. Francis Xavier. Contrairement à ce que le chef de l'opposition vient de dire, la conclusion de l'éminent professeur, de l'expert, est que l'une des racines du problème remonte au rapport rédigé en 1983 sous la direction de Michael Kirby. L'auteur de l'article le dit très clairement. Je vous recommande donc. . .

Des voix: C'est honteux!

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Qui est Michael Kirby?

M. Mulroney: Monsieur le Président, le chef du Parti libéral ne se gêne vraiment pas pour blâmer le gouvernement de tous les maux de la terre, mais dès que je m'avise de citer une analyse faite par un éminent chercheur qui n'est pas du même avis, voilà que la meute commence à hurler. J'ai reconnu qu'il s'agissait d'un problème très